



33 propositions pour relancer notre économie grâce au patriotisme économique, au bon sens écologique et à la justice sociale

Synthèse

1. Annuler les charges et impôts pour le 2^{ème} trimestre tout en continuant et simplifiant les aides aux indépendants le temps nécessaire.
2. Réserver les aides, primes et 75% des marchés publics aux produits fabriqués en France.
3. Exonérer de charges les emplois agricoles et interdire immédiatement le travail détaché en France, les contrats en cours seront requalifiés en CDD.
4. Relancer le Commissariat au plan gaulliste, qui devra relocaliser l'industrie avec un objectif de développement durable et d'équilibre territorial.
5. Suspendre les accords de libre-échange déloyaux et imposer une taxe carbone aux frontières européennes.
6. Isoler tous les logements « *passoires thermiques* » et changer toutes les chaudières à fioul d'ici 2025 en redéployant les 23 milliards d'euros prévus pour les éoliennes en mer inutiles.
7. Donner mission à la Pharmacie Centrale des Armées et à l'Agence Générale pour les équipements et produits de santé de coordonner le rapatriement et la production de tous les médicaments et produits de santé vitaux d'ici 2022.
8. Baisser la TVA sur les produits français d'alimentation et de 1^{ère} nécessité. Bloquer les hausses de prix à leur niveau du 15 mars 2020.
9. Généraliser enfin le projet gaulliste de participation et d'intéressement à toutes les entreprises, en accordant une baisse de 1% d'Impôt sur les Sociétés pour 2% d'actionariat salarié.
10. Créer un nouveau livret d'épargne populaire avec un taux d'intérêt garanti sur le niveau de l'inflation pour financer la réindustrialisation, la transition écologique, l'économie locale et l'agriculture.

Plan complet

A. Sauver dans la durée nos artisans, commerçants, PME et indépendants.

1. Annuler les charges et impôts du 2^{ème} trimestre 2020 au prorata de la perte de chiffre d'affaires.
2. Maintenir la prime de solidarité de 1500€ et le fonds de soutien pour les charges fixes tant que l'entreprise n'a pas retrouvé son chiffre d'affaires d'avant crise.
3. Supprimer toutes les contraintes et conditions administratives ayant limité l'aide aux indépendants depuis le 16 mars, avec effet rétroactif pour sauver leur trésorerie.
4. Adopter le modèle allemand de « *prêts d'urgence garantis* » à 100%, dans la limite de 800 000 euros et transformer les prêts à 90% en recapitalisation pour soutenir les entrepreneurs qui le souhaitent dans la durée.
5. Reporter le remboursement des crédits garantis à la sortie de crise, qui sera constatée par le gouvernement après consultation des professionnels.
6. Attribuer 500 euros supplémentaire pour le conjoint ou l'enfant non-salarié qui travaille au sein de l'entreprise avec effet rétroactif.

B. Donner la priorité au « *fabriqué en France* » et au patriotisme économique.

7. Conditionner toute subvention publique à des productions et relocalisations en France, en particulier les primes pour l'achat de voitures produites en France.
8. Prioriser la production française pour toute commande publique ainsi que les marchés des grandes entreprises et de la grande distribution.
9. Exonérer de charges les emplois agricoles et interdire immédiatement le travail détaché en France, les contrats en cours seront requalifiés en CDD
10. Sur le modèle du plan japonais actuel, consacrer 2 milliards d'euros à des aides concrètes pour relocaliser des productions en France.
11. Donner mission à la Pharmacie Centrale des Armées et à l'Agence Générale pour les équipements et produits de santé de coordonner le rapatriement et la production de tous les médicaments et produits de santé vitaux d'ici 2022.
12. Favoriser l'investissement en France en divisant par 2 l'Impôt sur les Sociétés pour les bénéficiaires réinvestis en France et en conditionnant la suppression de l'ISF à des investissements de relocalisation et de création d'usines sur le sol national.
13. Imposer sur chaque produit la part du fabriqué en France pour inciter les consommateurs à acheter français.

C. Mener de front la relance économique, la transition écologique et l'innovation.

14. Relancer le Commissariat au plan gaulliste, qui devra relocaliser l'industrie avec un objectif de développement durable et d'équilibre territorial.
15. Imposer une taxe carbone aux frontières européennes et un prix carbone au sein du marché européen pour favoriser la relocalisation et la proximité.
16. Suspendre tous les accords de libre-échange déloyaux avec des pays ne respectant pas nos normes sociales et environnementales.

17. Lancer un plan d'urgence d'isolation des logements et de transition écologique avec pour objectif la fin des « *passoires thermiques* » d'ici 2025.
18. Remplacer toutes les chaudières à fioul coûteuses et polluantes par des pompes à chaleur vertes en utilisant les 23 milliards d'euros prévus pour les éoliennes en mer.
19. Porter l'effort de R&D à 3% en 2021 et 4% en 2022 afin d'accélérer les ruptures technologiques durables : recyclage, nouveaux matériaux, nouvelles énergies, etc.
20. Accélérer la transition vers la fin du pétrole pour 2025, en menant de front le déploiement des voitures hybrides, électriques et hydrogènes.
21. Rétablir la souveraineté alimentaire, en particulier par un plan pour les protéines végétales nous permettant de cesser notre dépendance au soja importé ou à l'huile de palme.

D. Assurer la justice sociale par la participation tout en luttant contre les gaspillages.

22. Généraliser enfin le projet gaulliste de participation et d'intéressement à toutes les entreprises pour que les salariés deviennent les actionnaires de leur entreprise, en accordant une baisse de 1% d'Impôt sur les Sociétés pour 2% d'actionnariat salarié.
23. Financer la justice sociale et fiscale par une lutte contre les gaspillages : 30 milliards d'euros par an seront récupérés grâce à une vraie lutte contre les fraudes aux cartes vitales, les fraudes fiscales, la gabegie du budget européen, le train de vie de l'Etat, etc.
24. Toute multinationale française aidée par l'Etat doit rapatrier avant fin 2020 ses activités de direction délocalisées par « *optimisation fiscale* ».
25. Créer une taxe de solidarité sur les bénéfices exceptionnels constatés pendant la crise du Covid dans la Grande Distribution et la vente en ligne.
26. Reverser 16% des plus hauts revenus (au-dessus de 10 000 euros), pour financer la lutte contre le Covid19 pour toute l'année 2020. Les parlementaires, ministres, présidents de collectivité territoriale cotiseront aussi à ce fonds pour montrer l'exemple.
27. Baisser la TVA sur les produits français d'alimentation et de 1^{ère} nécessité. Bloquer les hausses de prix à leur niveau du 15 mars 2020.

E. Valoriser l'épargne des Français et mettre la finance au service de l'économie réelle.

28. Geler les frais bancaires pour 5 ans, aussi bien pour les particuliers que les PME et indépendants.
29. Créer un nouveau livret d'épargne populaire avec un taux d'intérêt garanti sur le niveau de l'inflation pour financer la réindustrialisation, la transition écologique, l'économie locale et l'agriculture.
30. Séparer enfin banque de dépôt et banque d'affaire, pour protéger l'épargne des Français et financer l'économie réelle plutôt que les marchés financiers internationaux.
31. Annuler la directive « *Union Bancaire européenne* » et la « *loi Sapin 2* » autorisant à confisquer l'épargne au-dessus d'un plafond de 100 000 euros, si faillites bancaires.
32. Sanctuariser la réserve stratégique d'or de la Banque de France.
33. Monétiser auprès de chaque Banque centrale Nationale les plans de relance des pays européens dans la limite de 10% du PIB.